

L'ALLEMAGNE ET L'UE : NOUVEAU CYCLE ?

Jacques Delors | *Président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

António Vitorino | *Président de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Yves Bertoncini | *Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Le verdict des élections législatives allemandes du 22 septembre 2013 contribue à clarifier l'horizon politique européen, qu'il semble important d'aborder de manière constructive, sur la base des trois constats complémentaires suivants.

1. La nouvelle coalition devrait être plus engagée sur les enjeux européens

Le résultat des élections allemandes est d'abord un gage de continuité pour la politique européenne de ce pays, puisque le score du parti d'Angela Merkel apporte un soutien populaire aux options qu'elle a défendues lors des Conseils européens de ces dernières années. Il rappelle aussi que le peuple allemand est attaché à l'euro et à l'UE, puisque le nouveau parti eurosceptique « Alternative für Deutschland » n'a obtenu que 4,7% des voix, et le parti d'extrême droite NDP seulement 1%. La nouvelle coalition qu'Angela Merkel est amenée à diriger devrait être plus pro-européenne que la précédente, dès lors que les Libéraux du FDP en sortent et que le SPD est appelé à la rejoindre. Elle devrait aussi être beaucoup plus large, et donc en mesure d'adopter des décisions structurantes, voire de modifier la Loi fondamentale si nécessaire.

Plus important, au même titre que les autorités françaises, les autorités allemandes ont désormais devant elles 4 années sans élections nationales. Conjugée au renouvellement mi-2014 des membres du Parlement européen et de la Commission, cette nouvelle donne politique est propice à une réflexion approfondie et à des initiatives ambitieuses s'agissant du fonctionnement et des politiques de l'UE et de la zone euro. Il est à espérer que, forte de sa victoire, Angela Merkel pourra souligner encore plus clairement que les avancées de l'intégration européenne et l'approfondissement de l'UEM servent l'intérêt national de son pays, afin de battre en brèche des stigmatisations et polémiques [en rupture avec l'esprit européen](#).

Il ne faut certes pas en déduire que les nouvelles autorités allemandes vont radicalement changer de politique européenne. D'abord parce qu'Angela Merkel a déjà beaucoup évolué ces dernières années

afin d'engager son pays dans des plans de sauvetage, de s'accommoder de la politique novatrice de la BCE et d'accepter le principe d'une union bancaire européenne. D'autre part parce que, si elle perdure, la pression moindre des marchés financiers peut leur faire perdre le rôle d'aiguillon qu'ils ont joué au plus fort de la crise de la zone euro. Il semble néanmoins possible que la politique européenne de l'Allemagne connaisse des inflexions importantes, surtout si ses partenaires appréhendent mieux ce que sont ses attentes et ses intérêts, y compris à la lumière des récentes élections.

2. La position de force des autorités allemandes doit être mieux appréhendée

Il est souvent souligné que la victoire d'Angela Merkel va conforter la position de force qu'occupent actuellement les autorités allemandes : au-delà de la taille de ce pays (plus de 20% du PIB de l'UE) et de ses capacités de prêt aux États en difficulté, une telle position de force découle de ses meilleures performances en matière de croissance (près de 1,5% en 2013) et de chômage (5% environ). Elle provient aussi du rôle clé qu'il joue dans la réponse européenne au défi central de la période, la crise de la zone euro - alors que l'Allemagne est par exemple beaucoup plus en retrait sur le front des interventions militaires.

Cette position de force de l'Allemagne sur le registre économique et social renvoie aussi et surtout à la faiblesse des autres États membres, parmi lesquels les « pays sous programmes », l'Italie, mais également la France. C'est parce que les autorités françaises continueront à oeuvrer pour améliorer les performances de leur pays en matière de croissance et d'emploi qu'elles retrouveront une influence comparable à celle de l'Allemagne sur ces enjeux, et que l'UE toute entière

pourra bénéficier d'une **entente franco-allemande plus équilibrée**.

L'avènement d'un nouveau cycle politique européen passe cependant aussi par une meilleure prise en compte des inquiétudes de l'Allemagne, souvent sous-estimées par ses partenaires. Sans doute connaissent-ils bien les inhibitions liées au poids de l'histoire de ce pays, même si c'est parfois pour les brocarder, et dont découle son rejet de l'hégémonie. Mais prennent-ils suffisamment la mesure des inquiétudes nées de la perte de confiance générée par les dérives budgétaires et économiques de nombre d'États membres depuis le lancement de l'euro, et qui portent désormais sur leur capacité réelle à les corriger dans la durée ? Appréhendent-ils comme il se doit les craintes suscitées par les conséquences de la sortie du nucléaire et de la transition énergétique sur la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des consommateurs ? Mesurent-ils bien l'angoisse liée à l'évolution démographique de l'Allemagne et à ses aptitudes à maintenir son dynamisme productif et à financer ses dépenses de protection sociale et d'investissement ?

3. Les autorités allemandes et européennes pourraient contribuer à plusieurs avancées pour l'UE

L'avènement d'une nouvelle coalition à Berlin et une meilleure prise en compte européenne des forces et des faiblesses de l'Allemagne sont de nature à créer les conditions favorables à de nouvelles avancées pour l'UE.

D'abord via un ajustement de l'équilibre rigueur-croissance mis en place pour faire face à la crise, et qui a conduit à des politiques d'austérité trop drastiques. Les douloureux efforts engagés par les pays sous programmes et le surcroît de sérieux budgétaire de la plupart des pays de la zone euro semblent désormais suffisamment tangibles pour justifier de mettre davantage l'accent sur le soutien de la croissance, au bénéfice même de l'Allemagne. Cela devrait conduire à de nouvelles dépenses d'investissement, aussi bien au niveau national qu'au niveau communautaire, par exemple en matière de formation des jeunes. La campagne électorale récente et l'avènement d'un Bundestag majoritairement à gauche devraient par ailleurs déboucher sur

la généralisation à toutes les branches et à toutes les régions du principe d'un salaire minimum : outre ses vertus sociales, elle soutiendra utilement la demande domestique tout en atténuant les critiques dénonçant la concurrence salariale déloyale pratiquée par les entreprises allemandes dans certains secteurs.

De nouveaux progrès devraient aussi intervenir pour la zone euro, conformément aux orientations du document pour la stabilité et la croissance adopté par Angela Merkel et François Hollande le 30 mai 2013. Réalisation d'une union bancaire complète, qui constituera un authentique « saut fédéral » ; coordination accrue des politiques économiques et fiscales, y compris sur la base d'arrangements contractuels ; renforcement de la **dimension sociale de l'UEM**, notamment pour favoriser la mobilité des travailleurs ; amélioration de la **gouvernance de la zone euro**, qui a vocation à reposer sur des organes spécifiques.

De nouvelles avancées pourraient enfin intervenir dans le domaine énergétique. En annonçant sa sortie du nucléaire, l'Allemagne s'est engagée dans une transition énergétique que conduisent également les autres pays de l'UE. Voilà un défi européen à relever en commun à l'horizon 2020, notamment s'agissant de l'essor des énergies renouvelables : cela suppose notamment davantage d'investissements dans des infrastructures d'intérêt commun et la mise en place de mix énergétiques complémentaires, dans la perspective d'une authentique « **Communauté européenne de l'énergie** ».

Il est somme toute positif que les élections allemandes aient captivé le reste de l'Europe : c'est bien parce que l'Allemagne et ses partenaires se sentiront partie prenante d'une même communauté de destin, notamment symbolisée par l'union monétaire, que l'Union européenne pourra entrer résolument dans un nouveau cycle politique, économique et social.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • Notre Europe - Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

